

Le budget

• (1640)

M. René Canuel (Matapédia—Matane, BQ): Monsieur le Président, le 27 février dernier, le ministre des Finances déposait son Budget en cette Chambre. Une campagne de peur auprès de la population a précédé toute cette mise en scène très médiatisée. On affirmait que le Budget ferait mal à tous les contribuables, mais on a oublié de dire le plus important.

Le plus important était de dire que les créanciers de la dette canadienne voulaient être assurés que le Canada soit capable de payer les intérêts de la dette dans les années à venir. C'était cela le problème. Le plus important, également, était aussi de dire que le gouvernement fédéral reportait les coupures majeures après le référendum du Québec et bernait la population une fois de plus.

Lorsque j'ai été élu député par la population du comté de Matapédia—Matane, j'étais convaincu de venir servir les intérêts de ma région, et c'est ce que je fais depuis le début: servir les intérêts de mes concitoyennes et concitoyens. Depuis le 27 février dernier, je suis obligé d'admettre que ce n'est pas tellement les députés et les ministres d'en face qui gèrent le pays, mais bien plus la haute finance.

Que font-ils les députés et les ministres d'en face dans cette enceinte s'ils laissent leur ministre des Finances présenter sans rien dire un budget de la sorte. Cependant—il faut que j'ajoute ceci—il y a certains députés d'en face qui ont pris la parole et qui dénoncent eux-mêmes ce Budget et de cela je suis fier. J'espère qu'il y en aura d'autres.

Quel pouvoir ces députés et ministres représentent-ils dans cette Chambre? J'espère que ce ne sont pas uniquement des pantins. Lorsqu'on voit les créanciers d'un pays dicter à un ministre des Finances leur volonté, c'est que ce pays a perdu son indépendance monétaire et financière.

Qui nous a conduits dans ce tunnel? Nul autre que le premier ministre lui-même quand il était ministre des Finances. Cela a commencé avec lui. La mascarade à laquelle nous avons assisté est un manque sérieux de respect pour les contribuables canadiens et surtout pour les contribuables québécois qui voient, et qui verront, les grosses coupures arriver après le référendum.

Pourquoi camoufler la vérité aux gens de ce pays? Pourquoi ne pas donner l'heure juste immédiatement? Arrêtez donc de nous cacher vos sales intentions partisans! Monsieur le Président, permettez-moi de qualifier le geste du ministre des Finances de supercherie monumentale et de manque de rigueur intellectuelle. Je dis aussi au ministre des Finances que les Québécois et les Québécoises se rappelleront de lui et de son parti le jour du référendum. Les gens du comté de Matapédia—Matane ne seront pas dupes.

Le Budget fédéral fera très mal aux gens de mon comté. Je vais vous donner quelques exemples. Coupures à l'Institut Maurice Lamontagne de Sainte-Flavie; coupures à la division d'Approvisionnement et Services de Matane; coupures dans les bureaux du ministère du Développement des ressources humaines; les pé-

cheurs écoperont au niveau des frais reliés au service des ports et des havres de pêche; coupures également pour les agriculteurs et les producteurs de lait; augmentation de la taxe sur l'essence dans une région où l'essence est déjà plus chère qu'ailleurs. L'an passé, les gens de Rimouski ont bloqué une route pour essayer de faire baisser le prix de l'essence; il a été réduit d'un cent et maintenant il augmente d'un cent et demi.

Depuis le dépôt de ce Budget, seuls les créanciers de la dette canadienne se sont prononcés en faveur des mesures prises par ce gouvernement et encore l'accueil a été très mitigé.

• (1645)

Après seulement quelques jours, nous avons à nouveau fait face à une hausse des taux d'intérêt et à la chute du dollar sur les marchés financiers. La réponse au Budget du ministre des Finances n'a pas été longue à venir.

Mettre la faute sur le Québec pour expliquer le désastre financier de ce pays est encore là un manque de rigueur intellectuelle sans précédent. Si tel était le cas, pourquoi nos amis d'en face ne nous diraient-ils pas: Devenez souverains le plus vite possible?

Le résultat de ce Budget sera terrible et nous verrons bientôt le ministre venir dire à cette Chambre qu'il ne peut plus contrôler le déficit prévu, ni stopper l'accroissement de la dette.

Dans les jours qui ont suivi le Budget, nous avons pu nous apercevoir que les provinces canadiennes, y compris le Québec, ont rejeté la vision du ministre et aujourd'hui, tout le monde la dénonce ouvertement, particulièrement l'Ontario.

Regardons maintenant d'un peu plus près les résultats désastreux qu'aura ce Budget. Le plus désastreux est que l'explosion de la dette fédérale aura un impact négatif sur la création d'emplois et sur les investissements des entreprises.

Pour ceux qui n'ont pas d'emploi et ceux qui subiront des coupures au niveau de l'assurance-chômage, l'avenir est très sombre. À cause du mauvais climat économique, les consommateurs dépenseront moins et les entreprises retarderont leurs projets d'investissement à cause du loyer élevé de l'argent.

Pour un gouvernement qui promettait des centaines de milliers d'emplois, il est maintenant très clair qu'il a passé complètement à côté de son objectif. Il a berné tout le monde et je dirais qu'il a presque menti à toute la population. Il a renié à jamais ses engagements.

En plus de regarder la dette grossir de façon effarante—tout le monde le dit, elle sera de 603 milliards en 1996—le gouvernement vient couper 45 000 postes dans la fonction publique canadienne. Ce gouvernement produit maintenant des chômeurs au lieu d'encourager la création d'emplois. Combien de ces employés de l'État iront grossir les rangs des chômeurs? Il faut aussi compter des centaines d'emplois indirects qui disparaîtront à cause du départ de ces employés.

En régions, ces pertes d'emplois auront des effets désastreux sur l'économie déjà fort affaiblie par la récession qui ne cesse de faire ses ravages.